

COLOMBIE

Amnesty International est toujours aux côtés des victimes d'atteintes aux droits humains, quels qu'en soient les auteurs

Index AI : AMR 23/029/2004

ÉFAI

Jeudi 17 juin 2004

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Telle est la réponse énergiquement opposée par Amnesty International au président colombien Álvaro Uribe, dont l'organisation rejette catégoriquement les graves accusations, selon lesquelles celle-ci ne condamnerait pas les atteintes au droit international commises par la guérilla et légitimerait le « terrorisme ».

« Les accusations proférées le 16 juin 2004 par le président de la République colombienne sont inexactes et inacceptables. Dans ses rapports et ses publications, Amnesty International a exprimé à de multiples reprises son rejet et sa condamnation des exactions commises par les groupes de guérilla, au même titre que les violations perpétrées par les paramilitaires ou les forces gouvernementales. Nous invitons le chef de l'État colombien à lire attentivement les rapports que nous publions avant de lancer des accusations infondées et mensongères. »

Le massacre de 34 personnes, le 15 juin dernier, à La Gabarra, attribué par les pouvoirs publics aux *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC, Forces armées révolutionnaires colombiennes), est un acte condamnable et, s'il s'avère effectivement que les victimes ont été tuées alors qu'elles étaient sans défense, une atteinte au droit international humanitaire constituant un crime de guerre. « Amnesty International demande que soit menée une enquête approfondie, que les responsables de cet acte soient traduits en justice et que les autorités accordent protection et aide humanitaire aux rescapés et aux familles des victimes. »

Dans son discours, Álvaro Uribe, s'est demandé « avec qui [était] Amnesty International ». La réponse est simple. Amnesty International est et a toujours été avec les victimes d'atteintes des droits humains et au droit international humanitaire, quels qu'en soient les auteurs. Amnesty International se demande en

revanche pourquoi, si le gouvernement colombien se considère lui-même lié par un engagement vis-à-vis des victimes, il s'entête à mettre en œuvre une politique contraire aux recommandations des Nations unies en matière de droits humains. « Ce que constate Amnesty International et la communauté internationale, c'est que le pouvoir colombien se fait actuellement le promoteur d'une politique qui favorise l'impunité et signifie clairement aux acteurs armés du conflit interne qui mine la Colombie qu'ils peuvent continuer de commettre des atrocités sans avoir à craindre d'être traduits en justice. »

Plutôt que de répondre aux préoccupations internationales légitimes suscitées par sa politique, le président Álvaro Uribe semble vouloir détourner l'attention de l'opinion publique, en attaquant ceux qui oeuvrent pour la défense des droits humains. « Une fois de plus, on voit comment ce gouvernement tente de délégitimer les organisations de défense des droits humains, pour masquer l'ampleur réelle de la crise que connaît la Colombie en matière de droits fondamentaux et pour occulter la responsabilité qu'il a dans cette crise. »

Ces attaques portées contre Amnesty International interviennent au moment où le gouvernement colombien redouble d'efforts en vue d'obtenir l'appui de l'Union européenne au processus de dialogue avec les paramilitaires et au processus de paix qu'il cherche à enclencher avec l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN, Armée de libération nationale), l'un des groupes de la guérilla. Amnesty International espère que la communauté internationale continuera de faire preuve de fermeté, en insistant pour que lesdits processus ne se soldent pas par l'octroi d'une garantie d'impunité aux responsables d'atteintes aux droits humains ou au droit international humanitaire.

Álvaro Uribe dit ne pas vouloir « se plier à un formalisme imposé par Amnesty International ». Notre organisation n'est pas plus intéressée par le formalisme. Ce qu'elle souhaite, c'est que le gouvernement colombien s'engage réellement en faveur des droits humains. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5562, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>

